

Val-de-Marne : Ayub et Abderrahmane ciblaient les femmes asiatiques, 140 agressions

écrit par Reuri | 12 juillet 2017

On attend les réactions de la tête de tøn et autres néo-connes féministes :

Ne vous en faites pas les féministes, vous collaborez en croyant connement être épargnées en sacrifiant les autres femmes. Mais vous gourez idiotas, ils s'occuperont aussi de vous.

Deux mineurs soupçonnés d'être à l'origine de plus de 140 agressions contre des femmes asiatiques dans le centre-ville ont été écroués début juin.

Contre toute attente, c'est une bouche à incendie qui a causé leur perte. Le 2 juin, deux mineurs, interpellés après des échauffourées rue Camille-Groult –où une bouche à incendie avait été ouverte et un policier roué de coups– ont été mis en examen et écroué pour...vol aggravé en réunion avec violences et pour recel.

La justice reproche en fait à Ayub K. et Abderrahmane M. une série d'agressions de femmes asiatiques pour laquelle ils étaient jusque ici sous contrôle judiciaire. Ils ont été placés en détention provisoire sur décision d'un juge des enfants au tribunal de Créteil, l'un à Villepinte, l'autre à Fleury-Mérogis.

Ils sévissaient autour de la ligne de bus 183

Le duo qui vit dans le secteur, est bien connu au commissariat de Vitry.

Le 18 mai 2016, ils faisaient partie d'une bande de cinq mineurs interpellés pour une série d'agressions à l'encontre de femmes asiatiques. Pas moins de 144 faits entre la fin 2015 et l'été 2016. Avec un secteur géographique marqué : de part et d'autre de la RD5 en centre-ville, avec la ligne de bus 183 comme fil rouge. Car beaucoup de victimes ont été agressées alors qu'elles en descendaient.

«Elles étaient repérées dans le bus ou à la sortie», indique une source policière. Puis attaquées, de jour comme de nuit. Avec un mode opératoire similaire : des jeunes à scooter ou à pieds qui fondent sur les victimes pour voler, pêle-mêle, argent liquide, téléphone, colliers, chèques, livret de famille etc. Une cellule de suivi avait été mise en place au commissariat.

«La loi de la jungle»

A Vitry, une habitante était décédée suite à son agression en 2015. Attaquée par deux jeunes à scooter, traînée sur plusieurs mètres pour avoir voulu garder son sac à main, elle avait fini par chuter et heurter le trottoir. Elle était finalement morte des suites de sa blessure à la tête.

«On est toujours très touchés quand une partie de la population est agressée», réagit le maire PC de Vitry Jean-Claude Kennedy, sollicité à ce sujet. Il s'est rendu il y a quelques semaines dans le quartier du Coteau pour entendre des gens de la communauté. «Je suis satisfait qu'il y ait un débouché de cette nature-là. Est-ce que tout est réglé pour autant ? Je ne le sais pas».

Le jeune homme considéré comme le «leader» avait déjà été incarcéré une première fois pendant un mois fin 2016. Le temps de son incarcération, les agressions avaient cessé. Avant de reprendre début 2017, à sa sortie de prison.

Les deux jeunes écroués «sont dans une logique de loi de la jungle», estime ce policier. Interrogé sur ses « motivations » au commissariat, l'un d'eux partagera son approche personnelle et de la vie, glaçante au regard des faits : «Il y a des chasseurs et des chassés».

Une association réclame des caméras dans les endroits «sensibles»

C'est l'une des demandes formulées par le collectif Sécurité pour tous, à Vitry comme dans d'autres villes où la communauté asiatique et des femmes en particulier ont été agressées : des caméras de vidéosurveillance «sur les endroits sensibles».

Dans ce type d'agressions, où les victimes s'évaporent parfois sans avoir porté plainte, et où les agresseurs arrivent à prendre la fuite, «cela remplacerait le témoignage que l'on n'a pas», glisse un policier. «Je ne suis pas hostile à la vidéosurveillance, répond le maire PC de Vitry Jean-Claude Kennedy. Je ne m'engagerai pas pour généraliser le système mais on ne peut pas exclure de

l'utiliser pour surveiller des espaces publics là où c'est nécessaire».

C'est «un outil qu'on utilise déjà», assure-t-il, dans les parkings de certains bailleurs par exemple. Tout en rappelant que le système implique d'avoir des agents qui supervisent le système en permanence.

Et il n'y a aucun racisme dans cette « sélection » des femmes asiatiques, bien entendu ?

<http://www.leparisien.fr/vitry-sur-seine-94400/vitry-la-bande-de-mineurs-chassait-les-femmes-d-origine-asiatique-29-06-2017-7098357.php>